



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article3279>

Ligne de mire de l'Authentique : "Chocolateries" du dialogue

- Articles de presse - Editorial -



Date de mise en ligne : mercredi 26 octobre 2011

Union des Forces de Progrès

Le Dialogue national s'est enfin achevé après exactement deux mois et deux jours de débats. Les Mauritaniens qui s'attendaient à une véritable rénovation sont restés sur leur faim, notamment sur les grandes questions structurelles.

Face aux partis d'opposition (ou ceux qui en tenaient lieu), le pouvoir est resté de marbre. Aucune concession de taille n'a été concédée sur les questions de fond. La seule trouvaille qui pouvait être trouvée grâce aux yeux de l'opinion devait être la nouvelle forme et les compétences élargies de la CENI. Mais celle-ci se trouve liée par une agence chapeautéée par... le pouvoir.

Plus grave, aussi belles soient les formules utilisées pour édulcorer et vendre la CENI de Aziz II, l'épineuse question de la liste électorale sera toujours posée. Le pouvoir, contrôlant l'état civil en agonie avancée, pourra toujours établir la liste électorale qui lui conviendrait. D'ailleurs, la véritable raison de l'enjeu actuel de l'état civil ne réside-t-elle pas d'abord dans le fait que c'est l'élément le plus déterminant dans l'établissement de la liste électorale ? En principe, la mainmise sur cet état civil permet donc au pouvoir de déterminer qui votera et qui ne votera pas. Le peuple de l'opposition et tous ceux qui aspirent au changement véritable et à l'alternance par les urnes sont avertis. Malheureusement, les "dialogueurs" ont feint d'ignorer cette réalité, se contentant de regarder ailleurs. C'est-à-dire là où il n'y a que très peu d'essentiel.

Par ailleurs, force est de constater que le pouvoir est sorti assez réconforté par les résultats de son semi-monologue avec une partie de l'opposition (qui se résume en fait seulement à l'APP, les autres partis n'étant que des segments éparses et résiduels du pouvoir et de son SYSTEME). Ainsi, il s'est vu gratifié d'une prime aux putschs (2005-2008), effaçant d'un trait toute possibilité de poursuite pour ces deux forfaitures qui entravent le développement du pays et hypothèquent sa stabilité et l'ancrage de sa démocratie. Mieux, il a permis au pouvoir de nourrir l'illusion de fermer toute porte devant un quelconque putsch qui pourrait venir de l'institution militaire. Seulement, les acteurs de ce dialogue semblent oublier que les élus du peuple, ceux-là même qui ont incité, soutenu et défendu le dernier putsch, avaient adopté et à l'unanimité, en juillet 2008, pour l'adhésion de la Mauritanie à la charte de l'UA sur la démocratie et la bonne gouvernance qui prohibait les changements anticonstitutionnels des pouvoirs et interdisait aux auteurs de ces changements de se présenter aux élections suivant leur forfaiture !!! Une nouvelle loi ne sera donc opposable qu'à ceux qui voudraient bien la respecter...

Toujours au sujet de l'armée, les dialogueurs n'ont enregistré aucune avancée, ni sur son statut, ni sur son rôle, ni sur la place du BASEP dans le dispositif. Plus grave, aucune recommandation appelant à la réforme nécessaire de l'armée n'a été émise. Le statut d'un corps fermé à des entités entières de la population, ouverte aux fils des bourgeois et à ceux qui s'identifient à une seule race reste intouchable.

Sur la question de l'unité nationale, rien de significatif. L'introduction du droit à la différence, la question de l'esclavage, la question des langues ont le goût amer d'un réchauffé rhétorique qui consacre la domination exclusive de la langue arabe, ce qui est loin de refléter aussi bien la vérité culturelle qu'intellectuelle et démographique du pays. Là aussi, c'est la victoire des chauvins qui ont rédigé, en catimini, et sans aucune concertation, la constitution apocryphe de juillet 1991. Réaffirmer les sentiers injustes du système inique, qui devaient pourtant être entièrement remis en cause, semble avoir été le sport favori des dialogueurs de l'opposition.

En tout état de cause, la Mauritanie a perdu là encore, une fois, l'opportunité de bien se regarder sereinement dans le miroir et de lire correctement son image et la trajectoire de son histoire dans toutes ses dimensions. La corruption de la classe politique par l'élargissement farfelu du nombre des élus, l'interdiction des candidatures indépendantes, la possibilité de retrouver son siège après un séjour au gouvernement et d'autres chocolateries politiques de mauvais goût sont loin de traduire les véritables aspirations de notre peuple à la liberté, à la démocratie, à l'égalité, à la justice et au droit de vivre en toute quiétude et décence sur la terre de nos ancêtres !

Amar Ould Béjà